



Syndicat CGT Territoriaux
de Perpignan
Mairie - PMMCU - CCAS

Drogues : Et la prévention ?

Novembre 2024,

Depuis le début du mois d'octobre, la mairie s'est lancée dans une campagne de communication sur son action contre la drogue alliant affiches et un communiqué du maire. Le slogan choisi « La drogue, isole, détruit, tue » puis « La mairie de Perpignan lutte contre le trafic ». Donc pour l'exécutif municipal, la drogue c'est surtout le trafic tout en produisant des visuels sur la question de la toxicomanie ! **Si la question de la sécurité publique ne doit pas être niée, pour la CGT des territoriaux de Perpignan, c'est avant tout de l'ordre de la santé publique et du contexte social local et national.**

Tout d'abord, la lutte contre le trafic de drogue est essentiellement de la compétence de la police nationale et non de la police municipale. Et ce n'est pas en se payant les conseils du médiatique et réactionnaire Monsieur Xavier Raufer que cela va changer !

Ensuite le communiqué du Maire fait porter la responsabilité sur le consommateur comme sur le trafiquant car pour l'extrême droite, le consommateur est forcément coupable. Si ce dernier peut avoir des comportements délictueux pour payer sa consommation (vols, cambriolages) ou par désocialisation (agressions) qu'il faut réprimer, il se met avant tout en danger lui-même en contractant des addictions. La société doit donc le protéger et l'aider à combattre ses addictions et travailler à la prévention pour éviter l'aggravation du phénomène.

La Mairie affirme aussi que « les drogues les plus répandues sur notre territoire communal étant le cannabis et la cocaïne » en oubliant l'explosion de la consommation de crack, et de kétamine notamment. De plus, elle invisibilise ainsi les drogues légales que sont l'alcool et les médicaments, qui entraînent de profonds dégâts sociaux.

L'idéologie répressive municipale se marie bien avec la politique gouvernementale des opérations dites « Place nette ». Cette approche entraîne les forces de l'ordre dans des opérations spectaculaires qui ne résolvent en rien le problème sous-jacent du trafic de stupéfiants. Combattre efficacement ce fléau exige des enquêtes à long terme, une identification minutieuse des réseaux criminels, ainsi qu'une lutte sans merci contre le blanchiment d'argent associé.

Le communiqué municipal ne met en avant que les chiffres concernant la police municipale et donc le volet répressif, aucune donnée ne concerne les médiateurs. Et si l'on se penche sur les chiffres donnés en termes de saisie pour 2023, ils apparaissent bien faibles au regard de la consommation sur la ville.

La toxicomanie est étudiée par la recherche universitaire depuis des décennies. Il suffirait d'ouvrir quelques livres pour se rendre compte que c'est la situation sociale de la ville qui favorise le développement des trafics et de la toxicomanie comme le démontrent les sociologues Dominique Sistach et Mickael Caetano.

L'échec des politiques de prohibition et de répression depuis les années 1970 impose une autre issue que le statu quo ou la fuite en avant de mesures encore plus répressives. Ainsi pour la CGT, la question de la légalisation encadrée du cannabis se pose. D'ailleurs un rapport du CESE datant de janvier 2023, fait des propositions en ce sens.

Localement, la CGT des territoriaux de Perpignan revendique urgemment :

- ✓ **l'embauche de nouveaux médiateurs, ils ne sont que 14 actuellement, à comparer avec les 200 policiers municipaux.**
- ✓ **la fin de leur rattachement à la police municipale . On ne peut pas faire de la prévention sous les ordres de la police !**
- ✓ **l'augmentation conséquente des subventions aux associations qui viennent en aide aux plus précaires**
- ✓ **Une véritable politique de prévention en lien avec les instances départementales et nationales**

